



ATTAC 82
21 mai 2018

Contacts :
6 rue Normandie Niemen 82000 MONTAUBAN
05 63 24 08 49 / attac.82@wanadoo.fr

Site
attac82.org

PROJECTION-DÉBAT

Jeudi 31 mai 2018 à 19h30
Maison du Peuple de Montauban
18 rue Michelet

**PROJECTION-
DÉBAT**



Avec
Thomas Portes
CGT Cheminots
et
Julien Bruchon
Sud Rail

Qualité empêchée, souffrance au travail, perte de sens pour les salariés, retards, annulations de trains, accidents pour les usagers... ces désagréments sont connus des usagers de la SNCF, mais leurs causes sont nettement moins médiatisées.

Dans un espace public cadenassé par la petite musique libérale et dérégulatrice, le film documentaire du journaliste et réalisateur Gilles Balbastre, **Vérités et mensonges sur la SNCF**, nous montre la triste réalité d'un service public dévasté.

Il dénonce la dérégulation du rail et donne la parole aux cheminots (salariés et représentants syndicaux) qui luttent pour le maintien d'un réel service public ferroviaire .

MARÉE POPULAIRE

POUR L'ÉGALITÉ,
LA JUSTICE SOCIALE ET LA SOLIDARITÉ

10h - Rassemblement place des Fontaines à MONTAUBAN
12h - Convergence vers la Gare de MONTAUBAN
12h50 - Départ en train pour la MAREE POPULAIRE
14h00 - Place Jeanne d'Arc à TOULOUSE

SAMEDI 26 MAI

**MARÉE
POPULAIRE**

WWW.MAREEPOPULAIRE.FR

Pour l'égalité, la justice sociale et la solidarité, Marée populaire le samedi 26 mai

Emmanuel Macron, son gouvernement et le Medef sont décidés à imposer coûte que coûte une restructuration en profondeur de la société française :

Régression pour les uns

Politique d'austérité, destruction des droits des salariés., introduction de la sélection à l'entrée de l'université, casse des services publics, aggravation du sort des sans-emplois, réduction du pouvoir d'achat des retraités.

La multiplication des mesures prises avec brutalité sur tous les fronts, crée un effet de sidération et espère ainsi étouffer toute riposte. Le patronat profite de la situation pour détruire les garanties collectives et reste sourd aux revendications du monde du travail.

En s'en prenant aux personnels à statut, en particulier aux cheminot.es, Emmanuel Macron espère, s'il l'emporte, casser tout esprit de résistance.

Opulence pour les autres

A l'opposé, le gouvernement choisit de privilégier ceux qui sont déjà privilégiés : réduction de l'impôt sur la fortune, allègement de cotisations sociales, réduction de l'impôt sur les sociétés, suppression de la taxe : « exilés fiscaux » ...

Ce coup de force doit échouer !!

Les mobilisations se multiplient dans le pays, chacune avec sa spécificité : journées nationales d'action, grèves, occupations d'universités, manifestations... Chacune d'entre elles avec des ressorts différents, tend vers la convergence des luttes pour défendre la société dans laquelle nous voulons vivre

Quelle société voulons-nous ?

Voulons-nous vivre dans une société où les droits sociaux seraient réduits à néant, où les services publics et la sécurité sociale auraient disparu, où l'inégalité de traitement des territoires serait la règle, où l'accès à l'université serait de plus en plus réduit, où les lanceurs d'alerte et journalistes seraient bâillonnés, où les défis écologiques seraient soumis aux intérêts de la finance, où le logement, les HLM et les locataires seraient marchandises, où la lutte contre les discriminations se réduirait à des discours ?

Ou, au contraire,

Voulons-nous une société plus juste, plus solidaire, plus démocratique, plus égalitaire avec un meilleur partage des richesses ? Tel est l'enjeu.

Signataires: *Alternative et autogestion, Alternative Libertaire, APEIS, ATTAC, Climat social, Collectif des Associations Citoyennes, Collectif National pour les Droits des Femmes, Collectif La Fête à Macron, Confédération Générale du Travail, Coordination nationale de défense des hôpitaux et maternités de proximité, Convergence nationale de défense des services publics, DIDF, DIEM25, Droit au Logement, Ecologie sociale, Europe Ecologie Les Verts, Les Effronté.es Ensemble !, Femmes Egalité, Fondation Copernic, France Insoumise, Gauche Démocratique et Sociale, Génération.s, MJCF, Mouvement Ecolo, Mouvement National des Chômeurs et Précaires, Nouvelle Donne, Nouveau Parti Anticapitaliste, Parti Communiste Français, Parti de Gauche, Parti Ouvrier Indépendant Démocratique, PCOF, PCRF, République et Socialisme, Résistance Sociale, Snesup-FSU, Solidaires, Syndicat des Avocats de France, Syndicat de la Magistrature, UEC, UNEF, UNL*

RESF82 vous invite à nous rejoindre **devant la préfecture le samedi 2 juin à partir de 10h**. Il s'agit de montrer notre réprobation de la nouvelle loi asile et immigration en discussion au sénat après un premier passage à l'assemblée nationale. Nous comptons sur la présence de toutes celles et tous ceux qui veulent que la France reste un territoire d'accueil pour tous les étrangers. Nous savons qu'ils ne quittent pas leur pays par choix mais parce qu'ils n'ont pas d'autre solution pour vivre dignement.

COMMUNIQUÉ 18 MAI 2018

Le Réseau Education Sans Frontière du Tarn et Garonne, particulièrement sensibilisé au devenir des enfants et de leurs parents qui recherchent refuge en France, **n'admet pas l'adoption par l'Assemblée nationale de la loi sur l'asile et l'immigration d'avril 2018**, qui va dégrader la situation actuelle des immigrants et des demandeurs d'asile, adultes et enfants.

Comment peut-on accepter que cette loi permette

l'emprisonnement des enfants en centre de rétention, alors que la France a déjà été condamnée 6 fois par la Cour Européenne des Droits de l'Homme pour traitement dégradant et inhumain,

que cet **enfermement soit prolongé à 90 jours** (3 mois simplement parce que leurs parents n'ont pas reçu les papiers adéquats),

l'expulsion sans attendre l'avis d'un juge,

la complexification de l'accès à la demande d'asile des adultes (temps réduit pour constituer le dossier de demande d'asile et pour déposer un recours en 15 jours),

un délai supplémentaire pour la demande d'un titre de séjour pour d'autres motifs que « réfugié », ce qui va **obliger** un nombre croissant de personnes et familles à **vivre dans la clandestinité**,

la difficulté pour un parent étranger non marié de reconnaître son enfant né français et donc laisser en suspens l'identité de l'enfant,

que les personnes qui portent secours aux enfants et leurs parents puissent être **condamnées pour délit de solidarité**

Cette loi inhumaine a pour but

de trier des personnes immigrantes,

de les empêcher de rentrer en France pour chercher refuge

de les expulser sans permettre aux instances nationales d'étudier chaque situation correctement

RESF82 **refuse cette maltraitance institutionnelle et s'associe** aux quelques 500 collectifs et associations locales et nationales regroupés au sein des Etats Généraux des Migrations. Ce mouvement de citoyens soucieux de défendre les droits de l'Homme demande **un changement radical de la politique migratoire de la France**.

Notre mobilisation doit provoquer la révision de cette loi et rendre à notre pays son caractère humanitaire et solidaire.